

برنامج
الأغذية
العالمي



Programme
Alimentaire
Mondial

World
Food
Programme

Programa
Mundial
de Alimentos

Troisième session ordinaire
du Conseil d'administration

Rome, 11-14 octobre 2004

RAPPORTS OPÉRATIONNELS

Point 10 de l'ordre du
jour

*Pour information**



Distribution: GÉNÉRALE
WFP/EB.3/2004/10
20 septembre 2004
ORIGINAL: ANGLAIS

NOTE D'INFORMATION SUR L'INTERVENTION PROLONGÉE DE SECOURS ET DE REDRESSEMENT – ANGOLA 10054.2

Aide au retour et à la réinstallation

Nombre de bénéficiaires	1 417 000
Durée du projet	1er avril 2004–31 décembre 2005
Quantité de produits alimentaires	399 241
Coût (dollars E.-U.)	
Coût total pour le PAM	251 292 865

* Conformément aux décisions relatives à la gouvernance que le Conseil d'administration a approuvées à sa session annuelle et à sa troisième session ordinaire de 2000, les documents soumis au Conseil pour information ne sont discutés que si un de ses membres le demande expressément, suffisamment avant la séance, et si la présidence décide de faire droit à cette demande, considérant qu'il s'agit d'une utilisation appropriée du temps du Conseil.

Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site WEB du PAM (<http://www.wfp.org/eb>).

NOTE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le présent document est soumis au Conseil d'administration pour information.

Le Secrétariat invite les membres du Conseil qui auraient des questions de caractère technique à poser sur le présent document, à contacter les fonctionnaires du PAM mentionnés ci-dessous, de préférence aussi longtemps que possible avant la réunion du Conseil.

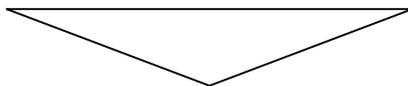
Directeur du Bureau régional pour l'Afrique australe (ODJ): M. M. Sackett

Attachée de liaison principale, ODJ: Mme E. Larsen tél.: 066513-2103

Pour toute question relative à la distribution de la documentation destinée au Conseil d'administration, prière de contacter le Superviseur de l'Unité des réunions et de la distribution (tél.: 066513-2328).



PROJET DE DECISION*



Le Conseil prend note des informations contenues dans la "Note d'information sur l'intervention prolongée de secours et de redressement—Angola 10054.2" (WFP/EB.3/2004/10).

* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" publié à la fin de la session du Conseil.



INTRODUCTION

1. L'intervention prolongée de secours et de redressement (IPSR) Angola 10054.2 a été formulée à la mi-2003 à une époque où l'instauration des conditions de l'après-guerre s'accomplissait à un rythme incertain. La présente note d'information répond à une requête du Conseil d'administration. À sa troisième session ordinaire en 2003, celui-ci avait en effet sollicité pour octobre 2004 un rapport sur les progrès relatifs à la mise en œuvre de cette IPSR.

GENERALITES

2. En avril 2002, la signature d'un accord de paix entre le Gouvernement de l'Angola et l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA) a mis fin à une guerre civile qui durait depuis 27 ans. Pendant le reste de 2002, le PAM a continué à centrer ses interventions sur la situation d'urgence, en tenant compte: i) de l'accès croissant aux populations nécessiteuses, ii) du cantonnement d'anciens soldats de l'UNITA et de leurs familles, et iii) de l'afflux de population dans les capitales provinciales, en provenance de zones précédemment inaccessibles à l'aide humanitaire. Dès 2003, pour bon nombre des bénéficiaires l'aide alimentaire n'était plus un besoin d'urgence mais plutôt un soutien au redressement tandis que de nombreux autres bénéficiaires ont purement et simplement disparu des listes.
3. L'IPSR 10054.2 a été approuvée en tant qu'intervention de 24 mois estimée à 251 millions de dollars E.-U. dans le but de livrer 400 000 tonnes à 1,4 million de bénéficiaires. Son principal objectif était de contribuer à la consolidation de la paix à travers: i) la prévention de la faim et de la malnutrition, et ii) le rétablissement de moyens d'existence durables au sein de la population rurale vulnérable pendant la période de redressement faisant suite à la guerre. L'IPSR prépare aussi le terrain pour une réduction substantielle des interventions humanitaires du PAM en Angola par un passage progressif des responsabilités aux autorités nationales conformément au document de stratégie de réduction de la pauvreté. Cela s'accompagne d'un recentrage sur l'appui aux plus vulnérables au moyen i) de programmes nutritionnels, médicaux et sociaux, ii) d'une aide dans le secteur de l'éducation, et iii) d'activités vivres-contre-travail (VCT) et vivres pour la création d'actifs (VCA) conformes aux priorités stratégiques du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement.
4. L'IPSR 10054.2 devait démarrer le 1er janvier 2004, mais la livraison tardive des expéditions de 2003 engagées au titre de la précédente IPSR a retardé la mise en œuvre au 1er avril. La date du 31 décembre 2005 prévue pour l'achèvement de l'IPSR devrait être maintenue.
5. L'effort humanitaire déployé en Angola, dont font partie les activités du PAM, doit être vu dans le contexte économique global. Le pays est encore confronté à d'écasants défis économiques après le retour de 4 millions de réfugiés et de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays (PDI), la destruction des infrastructures, les opérations de déminage en cours et la diminution brutale de capital humain.
6. Une note encourageante est donnée par une récente mission du Fonds monétaire international faisant état de progrès importants sur la voie de la stabilité macro-économique au cours de l'année écoulée. Par exemple, le taux d'inflation sur 12 mois est passé sous la barre des 50 pour cent et le taux de dépréciation du kwanza par rapport aux devises internationales a sensiblement ralenti. L'on a estimé que le produit intérieur brut s'est accru



de 3,5 pour cent en 2003 et qu'il pourrait passer à 10 pour cent en 2004 sous l'effet des augmentations récentes de la production et des cours du pétrole. En revanche, l'accroissement continu de la dette extérieure, la faiblesse des réserves internationales et la réduction de la compétitivité potentielle du coût des produits angolais tempèrent l'optimisme. Toutefois, de récentes améliorations en matière de transparence, surtout en ce qui concerne les revenus du pétrole, la dette extérieure et certaines opérations auxquelles participait la compagnie pétrolière d'État, la Sonangol, ont éclairci la situation budgétaire du gouvernement, bien que des carences demeurent.

7. En 2004, les revenus du pétrole continueront de financer la plupart des dépenses actuelles du gouvernement, qui sont en hausse. Toutefois, la part gouvernementale des revenus bruts du pétrole enregistre une tendance à la baisse et les prix du pétrole se situent plutôt au-dessus de la tendance prévue à long terme. L'actuel budget public est estimé à 185 milliards de NKz (2 milliards de dollars). Dans la loi de finances de 2004, le secteur social se taille une part de 33 pour cent, la plus importante, en augmentation de 9 pour cent par rapport à l'année précédente; vient ensuite le secteur de la défense et de l'ordre public avec 32 pour cent, soit une amputation de 5 pour cent.

FACTEURS INFLUANT SUR LA MISE EN ŒUVRE DES PROJETS

Estimations plus fiables du nombre de personnes victimes de l'insécurité alimentaire

8. Le retour et la réinstallation des populations dans leurs zones d'origine déterminent encore largement la situation de la sécurité alimentaire dans l'Angola rural. Les populations qui reviennent disposent de peu d'avoir productifs, de possibilités réduites de diversifier leurs revenus et d'un accès limité aux services de base. En outre, après des dizaines d'années d'absence, nombre de rapatriés n'ont plus la connaissance des pratiques agricoles locales.
9. L'évaluation de vulnérabilité du PAM en avril/mai 2004, sur laquelle se fonde largement le volet d'évaluation des besoins du rapport de la mission conjointe Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)/PAM d'évaluation des cultures et des approvisionnements alimentaires, indique que le nombre de personnes souffrant d'insécurité alimentaire et de personnes très vulnérables a baissé de manière significative par rapport à l'année précédente, et que, bien qu'il y ait des signes d'amélioration, l'insécurité alimentaire varie considérablement d'un endroit à l'autre.
10. L'évaluation a permis d'identifier différents profils de vulnérabilité selon les zones. Les plus vulnérables sont les provinces de Huambo, Bié et certaines parties de Huila dans les régions montagneuses du centre, avec une forte proportion de pauvres et de personnes frappées par l'insécurité alimentaire. Moxico et Kuando Kubango, deux provinces du Sud-Est dont l'éloignement est le principal obstacle à la sécurité alimentaire, enregistrent ensuite la plus grande vulnérabilité. Toutes les autres zones comportent des poches de populations vulnérables, composées essentiellement de rapatriés récents, mais sont moins vulnérables et moins sensibles aux crises perturbant les moyens de subsistance.
11. En partant de l'évaluation de la vulnérabilité pour examiner les effectifs, près de 1,1 million de bénéficiaires sont visés par l'aide alimentaire du PAM pendant le second semestre de 2004. Ce chiffre représente une baisse considérable par rapport au 1,49 million visé dans le document de l'IPSR et se situe bien en deçà de la moyenne de 1,25 million effectivement atteinte pendant les premiers mois de l'année.



12. Il convient aussi de noter que le retour des réfugiés restant dans les pays voisins — République démocratique du Congo, Namibie et Zambie— se fait à un rythme plus lent que prévu. Le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) estimait à l'origine que 150 000 réfugiés auraient regagné l'Angola en 2004, mais des estimations plus récentes en dénombrent moins de 100 000 dont le retour est étalé sur une période plus longue. La plus grande pauvreté en Angola, et notamment l'incertitude de la sécurité alimentaire, contribuent au ralentissement du rapatriement.

Production céréalière accrue

13. D'après le rapport de la mission conjointe FAO/PAM d'évaluation des cultures et des approvisionnements alimentaires, la production céréalière pendant la campagne 2003/2004 est estimée à 713 000 tonnes, soit 9 pour cent de plus que l'année précédente et 27 pour cent de plus que la dernière moyenne quinquennale. Cette amélioration doit être attribuée à l'augmentation des surfaces cultivées plus qu'à l'accroissement des rendements. L'on prévoit une augmentation de 9 pour cent de l'utilisation intérieure de céréales, due essentiellement à la consommation accrue de blé et de riz importés.
14. Compte tenu de l'accroissement de la production et de la demande en hausse, les besoins d'importation de céréales pour 2004/2005 sont estimés à 820 000 tonnes dont 642 000 tonnes devraient être couvertes par les importations commerciales et 178 000 tonnes par l'aide alimentaire d'urgence. En comparaison, les besoins d'importation pour 2003/2004 étaient estimés à 709 000 tonnes dont 490 000 tonnes fournies par les importations commerciales et 219 000 par l'aide alimentaire. Malgré l'amélioration des conditions, la production agricole future devrait encore souffrir de l'accès réduit aux biens de production tels que la traction animale, les semences et les engrais, et de l'insuffisance des services de vulgarisation.
15. Si la situation générale s'est améliorée, il existe encore de nombreuses disparités régionales. Dans les provinces de Huambo, de Bié et du Huila septentrional, la récente campagne agricole a été caractérisée par un schéma de pluviosité anormal: en général, les premières pluies sont arrivées tard et à partir de novembre, les précipitations ont été très fréquentes, intenses et souvent accompagnées de forts vents et de grêle qui ont largement endommagé les cultures; au centre du pays, 75 pour cent des communautés ont notifié des récoltes moins abondantes que l'année précédente; respectivement dans les provinces de Huambo, Bié et Huila, 40 pour cent, 6 pour cent et 18 pour cent des ménages ont fait état d'une récolte nulle.

Accès physique

16. L'accès limité à de vastes portions du territoire angolais reste un obstacle majeur aux efforts de redressement et à la livraison de l'aide humanitaire. De toutes ses opérations dans le monde, les difficultés et les coûts du transport sont ici parmi les plus élevés enregistrés par le PAM.
17. Toutefois, en dépit des obstacles, d'importants progrès ont été accomplis. Par exemple, des améliorations progressives du réseau routier, notamment le déminage et la réfection des ponts et de routes, dont cette dernière partiellement réalisée grâce à une opération spéciale du PAM, a permis de réduire la part des acheminements de vivres par voie aérienne de 15 pour cent au début de 2004 à 10 pour cent à la fin d'août. Toutefois, l'accès devient beaucoup plus difficile pendant la saison des pluies, qui correspond à la période de "famine" en Angola; en témoigne le fait que 110 000 personnes —dont 65 pour cent frappées d'insécurité alimentaire— ont été totalement coupées de l'aide humanitaire pendant une bonne partie de la saison humide en 2004.



Contributions en baisse

18. Une baisse sensible des contributions en vivres effectuées à travers l'opération du PAM en Angola est le facteur qui, à lui seul, a le plus gravement influé sur la mise en œuvre de l'IPSR, malgré la réduction du nombre estimé des victimes de l'insécurité alimentaire et de meilleures récoltes. Les opérations en Angola ont subi des réductions importantes de contributions de la part de tous les gros bailleurs de fonds traditionnels.

OBJECTIFS DE L'IPSR: BÉNÉFICIAIRES ET QUANTITÉS DE VIVRES			
	2004	2005	Total
Estimation initiale de l'IPSR			
Bénéficiaires visés (millions)	1,49	1,34	1,42
Quantités nécessaires (tonnes)	228 000	171 000	399 000
Estimation ajustée de l'IPSR¹			
Bénéficiaires visés (millions)	1,49	1,34	1,42
Quantités nécessaires (tonnes)	171 000	171 000	342 000
Estimation révisée de l'IPSR²			
Bénéficiaires visés (millions)	1,13	1,05	1,09
Quantités nécessaires (tonnes)	121 000	125 000	246 000

¹ Sur la base de la formulation initiale de l'IPSR mais compte tenu du raccourcissement prévu du projet à 21 mois, d'avril 2004 à décembre 2005.

² Estimation au 1er septembre 2004.

19. L'IPSR initiale prévoyait 228 000 tonnes de vivres à distribuer en 2004, et encore 171 000 tonnes en 2005. Après l'ajustement nécessité par le démarrage tardif au 1er avril et effectué sur la base de la formulation initiale de l'IPSR, l'objectif pour 2004 a été réduit de 228 000 à 171 000 tonnes.
20. Mais à la fin d'août, seules 75 000 tonnes de nouvelles contributions avaient été confirmées; un report de 35 000 tonnes de la précédente IPSR était aussi disponible pour la distribution. Un maximum de 121 000 tonnes pourra donc être distribué en 2004, même si les besoins du projet devaient être intégralement couverts jusqu'à la fin de l'année. Il subsiste à l'heure actuelle un déficit de 11 000 tonnes de céréales pour les quatre derniers mois de l'année.
21. Il est difficile d'évaluer l'impact à court terme de ces réductions sur les bénéficiaires, mais les observations suivantes ont été faites:
- Il semble maintenant que l'effectif de réfugiés retournant en Angola en 2004 sera bien inférieur au nombre projeté. Les entretiens avec ceux qui sont revenus indiquent que des bruits de réductions de l'aide alimentaire en Angola pèsent sur la décision de retour.



- Vu les rations de 50 pour cent réservées aux familles réinstallées n'ayant pas encore achevé au moins un cycle agricole, celles-ci doivent consacrer une part importante de leur temps à la recherche immédiate de nourriture plutôt que de se concentrer sur la préparation de la prochaine campagne agricole.
 - Les taux de scolarisation et de fréquentation n'ont pas progressé car les efforts du PAM pour étendre ses activités d'alimentation scolaire sont fortement entravés.
22. Les besoins pour 2005 ont également subi une révision radicale à la baisse, due essentiellement à la réduction estimée du nombre de bénéficiaires et à la prévision d'une pénurie des contributions. L'alimentation scolaire est l'activité la plus touchée: ses bénéficiaires ont été réduits des 400 000 prévus à l'origine pour 2005 à moins de 200 000.
23. Aux difficultés de mobilisation des ressources s'est ajoutée la décision du gouvernement de restreindre la distribution de maïs génétiquement modifié dès le début de 2004. Des retards en ont résulté tandis que le PAM et le gouvernement évaluaient les capacités locales de transformation du produit en farine avant sa distribution. Il s'est avéré que les minoteries ne pouvaient absorber d'aussi grosses quantités. En outre, du temps a été perdu alors que le PAM essayait de vérifier auprès des donateurs la disponibilité de produits de remplacement. Avec la nouvelle loi, il devient compliqué pour le PAM d'obtenir des dons de la part de certains de ses gros contributeurs en nature, notamment les États-Unis.
24. À la session d'octobre 2003 du Conseil d'administration, le Gouvernement de l'Angola s'est engagé à fournir 7,5 millions de dollars en tant que contribution directe à l'IPSR, en plus des contributions courantes sous forme de subventions de carburant et de dérogations aux redevances de stationnement, d'atterrissage et de navigation pour les transports aériens du PAM et aux droits de douane et frais portuaires. À ce jour, la contribution en espèces est toujours attendue, en dépit des nombreuses assurances sur son imminence. Ce retard est particulièrement fâcheux car le PAM avait prévu d'utiliser une grande partie de ces crédits pour acheter des céréales en Angola après la récolte de 2004. Étant donné les difficultés éprouvées pour mobiliser des ressources, cette contribution aurait été des plus opportunes pour éviter au moins en partie la réduction de rations qui s'est imposée.
25. Il convient de noter que la mobilisation de ressources a été plus positive dans le cas des deux opérations spéciales mises en œuvre pour appuyer l'IPSR:
- opération spéciale 10146.1—Services de transport aérien de passagers pour la communauté humanitaire; et
 - opération spéciale 10149.1—Services logistiques pour la communauté humanitaire.
26. À la fin d'août 2004, l'opération spéciale 10149.1 était presque entièrement financée. L'opération spéciale 10146.1 affichait un déficit de 1 million de dollars et, après une nouvelle diminution de la fréquence du service, sa poursuite nécessitera encore 240 000 dollars par mois. En l'absence de nouvelles contributions, les vols pourraient être suspendus dès octobre.

MESURES PRISES POUR AJUSTER L'EXECUTION DU PROJET

27. En raison de la réduction des contributions, le PAM a été obligé, dès le deuxième trimestre de 2004, d'opérer un certain nombre d'ajustements afin de faire fonctionner les opérations et de maintenir ses livraisons auprès de la plupart des catégories de bénéficiaires.



Restriction des effectifs et réduction des rations

28. Les déficits de filière ont nécessité une réduction des rations de céréales pour d'importantes catégories de bénéficiaires. Les rations entières ont été maintenues pour le petit nombre de bénéficiaires des programmes nutritionnels, médicaux et sociaux mais depuis avril, le contenu en céréales a été ramené à 50 pour cent pour les rapatriés afin de pouvoir poursuivre les distributions après le premier semestre. Les réfugiés récemment rapatriés ont toutefois continué à recevoir une ration entière de deux mois à leur départ des centres de transit, ne passant à la ration réduite qu'à partir du troisième mois. Le PAM a dû suspendre les rations des personnes rapatriées depuis une campagne agricole révolue, au lieu de deux campagnes comme prévu à l'origine. Les bénéficiaires des activités VCT et VCA reçoivent également 50 pour cent de la ration céréalière depuis avril. Cette situation commence à être perçue comme une entrave à la participation et, de ce fait, à la restauration des avoirs des communautés et des ménages.
29. Le PAM estime que les activités d'alimentation scolaire peuvent jouer un rôle important pour aider à rattraper les nombreuses années perdues dans le domaine de l'éducation pendant les années de conflit. L'IPSR incarne cet effort: le plan initial prévoyait d'atteindre 220 000 élèves en 2004 et 400 000 en 2005. Un début a été réalisé dans la province de Benguela où 35 000 élèves reçoivent les rations scolaires du PAM; dans la province de Huambo, 7 000 élèves recevront les aliments du PAM à partir de septembre. La précarité de la filière d'approvisionnement a empêché cette activité de se développer à l'échelle envisagée.
30. La sensibilisation accrue à la pandémie du VIH/SIDA est déterminante pendant qu'il est encore possible d'en limiter la diffusion en Angola, bien que les taux d'infection, de 3,9 pour cent en moyenne avec des pics à 9,4 pour cent, sont faibles par rapport aux pays voisins. Des directives en matière d'aide alimentaire pour les programmes de lutte contre le VIH/SIDA ont déjà été élaborées et le PAM prévoit de répondre à ce besoin par le biais du programme d'alimentation scolaire. Les mauvaises conditions de la filière d'approvisionnement ont empêché le développement de cette activité selon ses plans.

Efforts accrus en matière de mobilisation de ressources

31. Le PAM a régulièrement rendu compte de la gravité et des conséquences des problèmes de filière et a recherché des financements supplémentaires auprès de ses principaux bailleurs de fonds traditionnels pour l'Angola. Dans un certain nombre de cas, les soldes en espèces non dépensés dans le cadre de la précédente IPSR ont été identifiés et le donateur concerné en a autorisé la réaffectation pour la présente IPSR. Ce processus a déjà généré 5 millions de dollars. Toutefois, sans de nouvelles contributions des donateurs traditionnels, la réalisation des objectifs de l'IPSR, pourtant déjà réduits, est sérieusement compromise.
32. Étant donné la situation de la mobilisation des ressources, en juillet le gouvernement a tenu une consultation à Luanda, pour demander aux donateurs résidents de financer les activités du PAM jusqu'à la mi-2005, au cours de laquelle il a décrit les mesures en cours d'adoption pour améliorer l'accès physique sur l'ensemble du territoire et faire progresser le secteur agricole. L'appel n'a cependant pas entraîné de contributions supplémentaires importantes et, comme mentionné ci-dessus, le gouvernement doit encore honorer son engagement de 7,5 millions de dollars à titre de contribution en espèces à l'actuelle IPSR.



Réduction des opérations et compression des coûts

33. En prévision de la réinstallation et de la réintégration des personnes déplacées et de la diminution des besoins en aide alimentaire après la récolte principale de 2005, l'IPSR prévoyait dans sa formulation initiale une réduction progressive de la taille de l'opération angolaise en 2004 et 2005; le budget des coûts d'appui directs, par exemple, devait baisser de 13 pour cent. Toutefois, la chute abrupte des contributions a nécessité une compression plus hâtive et radicale.
34. Les dépenses mensuelles au titre des coûts d'appui directs ont été réduites de 30 pour cent entre mai et septembre, essentiellement par suite de la diminution des fonds; des économies importantes ont également été réalisées sur les coûts de transport terrestre, d'entreposage et de manutention (TTEM). Il a fallu pour cela: i) réduire le nombre des bureaux auxiliaires de 13 à 9; le PAM est maintenant représenté dans 9 des 18 provinces; ii) réduire de 25 pour cent le personnel national sous contrat, passant de 780 à 600 agents; et iii) réduire de 33 pour cent le personnel recruté au plan international, qui est passé de 45 à 30 fonctionnaires. Ces mesures constituent la première phase de la compression opérationnelle; d'autres réductions sont attendues d'ici le dernier trimestre de 2004.
35. Le taux de TTEM est en cours de redéfinition en septembre, pour refléter les récentes réductions de coûts et la baisse continue des coûts de transport au fur et à mesure de l'amélioration de l'accès routier. Malgré ces économies importantes, le taux ne devrait pas baisser de manière significative, pour la raison essentielle que les distributions étant moins abondantes, les coûts fixes sont répartis sur des quantités plus réduites.

LES PERSPECTIVES POUR TOUTE L'ANNEE 2005

36. Au moment de la rédaction du présent document, il reste 16 mois de mise en œuvre de l'IPSR. Ce sont vraisemblablement les facteurs énumérés ci-dessous qui auront le plus d'influence sur les activités de l'IPSR et du PAM jusqu'à la fin de 2005.
37. **Estimations du nombre de personnes souffrant d'insécurité alimentaire.** L'analyse de vulnérabilité du PAM a été achevée au moment des opérations de récolte de la campagne agricole 2004. Il ne devrait pas se produire de grosses variations par rapport aux estimations actuelles du nombre des personnes récemment réinstallées et la situation de l'insécurité alimentaire ne devrait donc pas varier beaucoup entre maintenant et la prochaine récolte au deuxième trimestre de 2005. D'ici là, une nouvelle analyse de vulnérabilité aura été entreprise pour évaluer les besoins pour le restant de l'année 2005 et pour la suite immédiate.
38. **Aptitude à atteindre les bénéficiaires désignés.** Après les ajustements récents d'effectifs, le PAM sera mieux à même d'atteindre les bénéficiaires dans les prochains mois. Toutefois, même en présence de chiffres réduits, la filière alimentaire doit être considérablement renforcée, faute de quoi il pourrait être nécessaire de poursuivre les réductions de ration et de rayer des listes d'autres ayants droits comptant parmi les personnes les plus vulnérables.



39. **Mise en place d'activités après 2005.** À moins d'événements imprévus, les activités du PAM en Angola au-delà de 2005 se dérouleront à une échelle beaucoup plus réduite qu'à l'heure actuelle. Pendant la période restante de l'actuelle IPSR, le PAM doit commencer à se positionner pour 2006 et au-delà. L'ampleur des futures activités ne peut encore être définie mais l'actuelle IPSR permet d'envisager le développement ultérieur de l'alimentation scolaire, des filets de protection sociale et des programmes de sensibilisation au VIH/SIDA. Les chances de développement dans ces domaines ne devraient pas être compromises, en raison de l'importance vitale de ces derniers pour l'avenir. Les programmes du PAM ont été exécutés exclusivement dans les zones rurales. Il conviendrait donc d'effectuer une analyse du contexte urbain, surtout en ce qui concerne la sécurité alimentaire des enfants.
40. **Évaluation officielle de l'IPSR.** Le PAM entreprendra une évaluation complète de l'IPSR au premier trimestre de 2005, qui servira de base pour planifier les activités à partir du début 2006. L'évaluation de la vulnérabilité prévue pour le deuxième trimestre 2005 contribuera à ce processus.
41. **Engagement du gouvernement.** Le PAM continuera d'encourager la participation du gouvernement afin d'assurer la réalisation des objectifs actuels. La planification conjointe des activités à partir de 2005 devrait suivre son cours, notamment l'élaboration conjointe, à l'intention de divers groupes de population, de filets de protection sociale faisant intervenir des activités alimentaires.



LISTE DES SIGLES UTILISES DANS LE PRESENT DOCUMENT

FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
HCR	Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
IPSR	Intervention prolongée de secours et de redressement
PDI	Personne déplacée à l'intérieur de son propre pays
TTEM	Transport terrestre, entreposage et manutention
UNITA	Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola
VCA	Vivres pour la création d'actifs
VCT	Vivres-contre-travail

